**Christophe Bonneuil et Frédéric Thomas, Gènes,
pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de
production des savoirs de Mendel aux OGM, Versailles,
Editions Quae, 2009, 624 p.**

Michel Letté

► **To cite this version:**

Michel Letté. Christophe Bonneuil et Frédéric Thomas, Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM, Versailles, Editions Quae, 2009, 624 p.. Histoire de la recherche contemporaine : la revue du Comité pour l'histoire du CNRS , 2013, p. 194. 10.4000/hrc.385 . halshs-03224178

HAL Id: halshs-03224178

<https://shs.hal.science/halshs-03224178>

Submitted on 11 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Compte rendu de lecture – **Christophe Bonneuil et Frédéric Thomas, *Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Versailles, Éditions Quae, 2009, 624 p.** pour *Histoire de la recherche contemporaine*, tome 2, n°2, 2013, p. 194.

Quelle fonction la recherche publique devrait-elle désormais assigner à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) ? Telle est la question ambitieuse à laquelle les auteurs tentent de répondre en interrogeant l'histoire de cette institution créée en 1946. Partant de sa vocation première – la production et à la régulation des savoirs comme des innovations variétales – ils analysent sa politique de recherche à travers les évolutions d'un secteur mis sous tension par la confrontation des intérêts sous-jacents à la maîtrise de la création et de la circulation des semences. Partant de l'exploitation minutieuse des sources et archives publiques ou privées, d'entretiens menés durant plusieurs années avec les acteurs de cette histoire du temps présent, ils érigent l'Inra en témoin actif et captif de ce monde sociotechnique en perpétuelle reconfiguration. Afin d'appréhender l'historicité de ces dynamiques entre science, technique et société, mais aussi de rendre justice aux possibles ignorés, les auteurs se tournent vers les études sur les sciences et la sociologie des économies de la grandeur. Ils leur empruntent leurs outils conceptuels, leurs schémas et modèles d'interprétation, leurs grilles de lecture en termes de régimes de production des savoirs.

Le résultat est une originale et remarquable restitution des transformations de l'institution au fil d'une redéfinition des enjeux locaux et nationaux. Tout en pratiquant la variation des échelles, en jouant sur la focale d'observation des processus à l'œuvre, ils décryptent la trajectoire des choix opérés par l'Inra et ses responsables. Cette démarche leur permet de préciser les transitions qui s'opèrent entre trois régimes de production des savoirs et des innovations en amélioration des plantes. Ces trois temps s'enchaînent, sans rupture brutale ni basculement total, mais s'inscrivent plutôt dans le mouvement d'un ajustement permanent entre des enjeux contradictoires et en concurrence au sein d'un champ de forces à la fois scientifiques, techniques, économiques, politiques et sociales. Ces trois régimes sont, eux-mêmes, traversés par cinq modes de polarisation de la recherche publique, qualifiés tour à tour de : colbertiste, corporatif, marchand, académique et civique. Chacun reflète une lecture idéale, typique ou paradigmatique, où dominant les formes et principes de la production des savoirs, une nature des alliances et des convergences entre les intérêts d'autres secteurs de

l'espace socioéconomique. Tous se combinent plus ou moins pour aboutir, selon les moments, à stabiliser le point de gravité du nouvel ordre socio-économique ainsi reconfiguré. Cette articulation entre évolution des régimes de production des savoirs et polarisation de la recherche permet, en définitive, de rendre compte à la fois de la diachronie et de la synchronie du mouvement général. Les analyses et leurs interprétations, proposées au travers d'un spectre large de situations données et de cas particuliers, sont foisonnantes et riches. Fort heureusement, elles sont toujours ponctuées, aux moments clés de la démonstration, par une synthèse du propos, généralement sous la forme d'un tableau comparatif des éléments caractéristiques des différents modes et régimes.

Le premier régime auquel se réfèrent les auteurs comprend la longue période qui va des années 1870 à la création de l'Inra. Lieu et moment de la construction d'un espace pour la recherche publique en amélioration des plantes, la semence végétale est encore considérée comme un bien domestique et non marchand, tout en justifiant le projet d'un alignement du vivant sur les impératifs de la standardisation industrielle, et prépare la professionnalisation de la création variétale et l'expansion du marché des semences sélectionnées. Le mode dominant de polarisation de la recherche est, pour reprendre le vocabulaire adopté par les auteurs, essentiellement colbertiste et corporatif.

Le mode suivant est celui du progrès génétique planifié dont l'apogée coïncide avec les Trente glorieuses, période de mobilisation générale pour reconstruire et moderniser l'économie nationale. Avec l'ère productiviste, l'amélioration des plantes devient une affaire d'État. Celui-ci se fait alors phyto-généticien et s'érige en maître des horloges du progrès. C'est le temps de l'intervention publique et du compromis fordiste, de la promotion de la production moderne, industrielle, prédictible et rationalisable par la science. Une division du travail s'engage entre agriculteurs usagers, obtenteurs et sélectionneurs, experts généticiens et semenciers, puis d'autres acteurs institutionnels et industriels, dont les prérogatives se renforcent au fil des réorganisations de la profession. Plier le vivant aux normes de la production industrielle reste un leitmotiv. L'injonction se traduit par une réglementation plus stricte de la création et de la circulation des semences, dont les critères dits « Distinction homogénéité stabilité » (DHS), le « Certificat d'obtention variétale » (COV) et la logique d'une inscription au catalogue des variétés forment l'armature. L'Inra s'impose alors comme l'un des acteurs majeurs du dispositif d'évaluation et de régulation sectoriel et centralisé des

innovations. Il se fait obtenteur et entrepreneur, le point d'origine pour la création de nouvelles filières et la prospérité de maisons semencières privées.

À travers l'exemple phare du maïs et l'entrée dans le « tout hybride », les auteurs explicitent la construction de ce nouvel ordre socio-économique où s'opère la réorganisation de la profession et la convergence des intérêts de groupes d'acteurs aussi variés que ceux des chercheurs, obtenteurs privés, multiplicateurs, agriculteurs ou consommateurs. Avec l'entrée en force des obtenteurs américains et l'ouverture de fait du marché des semences, le secteur est confronté à de nouveaux défis. L'Inra est désormais sommé de porter la compétitivité des firmes semencières françaises, de répondre aux besoins des industries transformatrices et de cultiver leurs intérêts. Une division du travail impose d'abandonner au secteur privé les marchés de l'obtention variétale, plus rémunérateurs, pour se cantonner à la production de connaissances de base qu'elle laisse aux entreprises du secteur le soin de finaliser. Ce troisième temps, celui du régime de la valeur ajoutée génétique mondialisée, s'accompagne de la refonte de la législation sur les brevets et de celle de la propriété intellectuelle. À son apogée, l'Institut se jette à corps perdu dans les biotechnologies, la course aux OGM et la génomique, misant tout sur la biologie moléculaire, renouant avec l'utopie techniciste, consolidant ainsi le couplage d'une polarisation académique et marchande de la recherche. Enfin, ce dernier modèle supporté par le tournant environnemental de la société industrielle, voit émerger la contestation du productivisme, des impacts de la pollution et la question du risque sanitaire. La mise à l'épreuve des controverses autour des OGM, l'interpellation des publics et des consommateurs rapprochent certes un peu plus l'Inra du mode de polarisation civique de la recherche, mais sans pour autant remettre en cause les fondements de sa politique.

Les auteurs terminent leur étude magistrale des transformations de l'Inra depuis sa création par l'analyse des initiatives entreprises en marge du noyau dur de la recherche publique. Le succès inattendu des blés rustiques ou des innovations variétales dites « buissonnières » et de quelques autres expériences de recherches participatives font écho à ce qui semble se profiler comme un nouveau régime de production des savoirs et modes de polarisation de la recherche. Leur discussion en fin de volume invite à s'emparer de la réflexion sur les options pour la recherche publique qui devrait réinventer, pour les prochaines années, les droits collectifs portant sur le vivant.

Michel Letté